

BRIONNE. La trésorerie menacée de fermeture

Une nouvelle carte des services des finances publiques est en cours de préparation pour le département de l'Eure. La trésorerie de Brionne disparaîtrait au profit d'un accueil de proximité. Le maire hausse le ton.

« Valéry Beuriot, défenseur des services publics. » Le slogan de campagne du maire de Brionne pour les prochaines municipales est déjà trouvé. L'élu s'est engagé ces derniers mois dans le combat pour le maintien de la maternité de Bernay, au point d'interpeller Emmanuel Macron lors du lancement du Grand débat en début d'année. Une intervention qui lui a permis de crever l'écran, jusqu'à être interviewé par la télévision japonaise.

Vendredi 28 juin, Valéry Beuriot a ouvert un nouveau front au cours du conseil municipal. Après l'approbation des comptes administratifs de la commune (lire page 26), il a fait part de son inquiétude concernant l'avenir de la trésorerie de Brionne.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics, a écrit aux élus de l'Eure le 7 juin pour lancer avec eux une concertation sur la nouvelle organisation des services locaux des finances publiques implantés dans le département. Présents dans 21 communes aujourd'hui, ces services seraient au nombre de 34 à l'horizon 2022. « Cette ini-



La trésorerie de Brionne est située dans la Petite rue Volais.

tiative répond à l'ambition du Gouvernement d'assurer une meilleure accessibilité des services publics à la population et une meilleure relation de proximité entre les agents et les usagers, notamment dans les territoires où le sentiment d'une insuffisance de la présence de l'État se développe », explique le ministère dans un communiqué.

Mais pour Valéry Beuriot le compte n'y est pas. Il juge « ef-

farante » la nouvelle carte envisagée par l'État, « puisqu'on va procéder à de nouvelles fermetures de perceptions, à l'horizon 2021-2022, dont celle de Brionne. » Selon les plans de l'État, la trésorerie de la cité risloise serait remplacée par « un accueil de proximité », terme officiellement employé. La même structure serait créée à Beaumont-le-Roger, Mesnil-en-Ouche, La Trinité-de-Réville, Lieurey... « De façon très cynique, on nous

présente cela comme une amélioration du service public, puisqu'ils vont recréer des bouts de permanence dans le cadre des maisons de services au public actuelles, commente Valéry Beuriot. On ne sait pas très bien quelles seront les fréquences de ces permanences, ni qui sera en face des contribuables qui poseront des questions. »

« Pour les contribuables brionnais, cela aura une incidence, ajoute-t-il. Déjà depuis

l'an dernier, ils sont obligés de faire davantage de kilomètres, ils doivent aller à Bernay. Demain, ce sont les collectivités locales qui devront s'adresser au centre des finances publiques de Bernay, au lieu d'avoir ce partenariat privilégié quasi-quotidien avec la trésorerie de Brionne. »

« Recul des services publics »

Le maire considère cette restructuration comme « un nouveau recul des services publics », après la fermeture du tribunal d'Instance de Bernay, de la maternité, ou de certaines lignes SNCF, comme à Glos-sur-Risle depuis quelques jours...

« Une pseudo-concertation va être engagée avec les élus, mais les choses sont bouclées », estime-t-il. Et Valéry Beuriot de s'exclamer : « Nous aurons l'occasion d'en reparler, car nous ne nous laisserons pas dépouiller de nos services publics sans rien dire. Il en va de notre pacte républicain, c'est la République qu'on abîme quand il n'y a plus d'égalité d'accès des citoyens au service pu-

blic, que l'on concentre tout dans les métropoles et que l'on retire aux campagnes et aux quartiers populaires des grandes villes les services publics dont les habitants ont besoin. »

Cette intervention a fait réagir Martine Goetheyn. L'élue d'opposition a rappelé au maire, avec ironie, qu'il avait lui-même décidé de fermer la mairie le samedi matin en 2015, peu de temps après son arrivée à la tête de la commune. « Pour les gens qui travaillent la semaine, c'est pratique, ils sont obligés de prendre une journée pour refaire leur passeport ou leur carte d'identité », pointe-t-elle. Pris à revers, Valéry Beuriot ferait donc reculer les services publics dans sa commune tout en les défendant ?

« C'est un pseudo-argument. On ne vous entend jamais sur la défense des services publics, répond-il à son opposante. Nous sommes une des mairies qui a le plus de plages d'ouverture dans la semaine. Et nous n'avons aucune réclamation. »

Anthony Bonnet